

# Après la pluie ne viendra pas le beau temps

« Nous pouvons adopter toutes les mesures que nous voulons, l'éthique reste avant tout une affaire personnelle. »

**Elio DI RUPO**

**4** mesures ont été adoptées ce dimanche lors du Congrès extraordinaire du PS.

**Comme prévu, le PS a opté ce dimanche pour le décumul des rémunérations, sous les huées des partisans du décumul intégral. Derrière les discours d'unité, la division est toujours là...**

## • Caroline FIXELLES

Il faisait gris. Il pleuvait ce dimanche sur les rives des Lacs de l'Eau d'Heure. Si le ciel avait voulu donner le ton, il n'aurait pas fait autrement.

Car le congrès extraordinaire du PS, qui devait trancher hier la fameuse question du décumul, s'annonçait électrique. Il y avait de l'orage dans l'air entre ceux qui plaidaient pour le décumul intégral des mandats, et ceux pour le décumul des rémunérations. Un congrès que l'on présageait sous haute tension alors que, samedi, le PS n'était plus crédité que de 16 % des intentions de vote en Wallonie, face à un PTB, sur sa gauche, que plus rien n'arrête.

Un congrès « *de tous les dangers* » disaient même certains, que l'on préférerait à huis clos, loin des caméras. Tout juste un Facebook live pour le discours d'accueil du président qui, dans le contexte ambiant, avait fait de l'unité son maître mot.

Et finalement, un vote. Celui, à 52 %, pour le décumul financier, à l'encontre de ce que prônait notamment la tête du parti. Bref, un congrès qui, selon Elio Di Rupo, devait marquer « *un tournant dans le paysage politique* », redonner une virginité au PS et retrouver du crédit auprès des électeurs, mais qui sera loin d'avoir remis du soleil dans les cœurs de beaucoup au Parti socialiste. Analyse.

## 1. Le signal fort n'a pas été donné

Comme pressenti, c'est donc l'option du décumul des rémunérations qui a été retenue. Pour le signal clair et fort – en tout cas celui que voulaient donner depuis des semaines les ténors du PS – on repassera.

Et pour cause, l'unité est loin d'avoir été affichée (lire plus loin) et ce « *décumul financier* » était la moins radicale des deux options sur la table. Le décumul intégral des mandats montrait davantage un changement de direction.

« *La majorité s'est dégagée et le parti la respecte*, dira Elio Di Rupo, à l'issue du vote. *L'essentiel, c'est qu'il y ait un décumul.* » Le prix à payer pour tenter de conserver l'unité du parti ? Car, à l'extérieur, ou dans les négociations en cours, le choix posé par le PS hier n'aura sans doute que peu de poids...

## 2. Un revers pour Marnette

S'il y en a bien un pour qui ce vote doit être amer, c'est Paul Marnette. L'homme fort de Charleroi s'était placé comme ardent défenseur du décumul intégral. Et s'il dit ne pas se sentir minorisé par le résultat du vote – 48 % l'ont quand même suivi, souligne-t-il –, pour un candidat au boulevard de l'Empereur, pour celui qui est censé incarner le futur visage du PS, un tel revers n'est jamais bon.

## 3. Un bras d'honneur

La décision de dimanche donne aussi l'impression d'avoir fait voler en éclats le modèle d'un parti discipliné. Les patrons du PS, qui avaient prôné le décumul intégral, n'ont pas été suivis... « *Il y a encore trois ans, leur légitimité n'était pas contestable, il faisait gagner le PS*

**Pour le signal fort – en tout cas celui que voulait donner la tête du PS – on repassera.**

aux élections, dit le politologue Pierre Vercauteren. *Aujourd'hui, on se permet d'aller à l'encontre du discours des dirigeants...* » La démocratie, diront certains, l'expression d'une volonté de changement, de renouveau, diront d'autres...

## 4. Une division toujours là

Cette question du décumul, elle a opposé ces dernières semaines la base militante aux députés-bourgmestres, qui ne comprenaient pas pourquoi ils devaient payer pour des affaires qui, au final, ne remettent pas en cause le cumul des mandats. Elle a mis face à face les deux plus grandes fédérations du PS : Liège et Charleroi. Et hier, le PS s'est une nouvelle fois montré divisé. 52 %, la majorité est mince et les huées sous lesquelles s'est faite l'annonce du résultat montrent que certains ont du mal à digérer, qu'ils en veulent plus.

Elio Di Rupo aura beau dire que le débat est « bouillonnant » au sein de son parti, aura beau tenter de faire passer un message d'unité, la division est bel et bien présente... Et laissera des traces.

En attendant, le président du PS a donné rendez-vous à la rentrée lors d'un congrès qui verra atterrir le fameux Chantiers des idées. ■

**Elio Di Rupo aura beau dire que le débat est**

**« bouillonnant » au sein du PS, la division est bel et bien présente.**

## Quelles sont les mesures votées ?

**L**es 353 délégués des fédérations du Parti socialiste ont voté ce dimanche, sur les rives des Lacs de l'Eau d'Heure, des mesures concernant la « bonne gouvernance ».

Pour « renforcer l'éthique et réoxygéner la démocratie », selon Elio Di Rupo. Quatre mesures ont été adoptées.

### 1. Décumul financier

Premièrement, le fameux décumul des rémunérations. Ainsi, un parlementaire PS, mandataire dans un exécutif local (bourgmestre, échevin ou président de CPAS), exercera ce dernier mandat à titre gratuit.

### 2. Décumul des fonctions

Dans les communes qui comptent plus de 50 000 habi-

tants (Liège, Charleroi, Mons...), il ne sera plus possible de cumuler une fonction de parlementaire avec un poste de bourgmestre, échevin ou président de CPAS. Les fédérations qui le souhaitent pourront même abaisser ce seuil à 25 000 ou 30 000 habitants par exemple.

### 3. Mandats dérivés

Les mandats dérivés (participation au collège de police, etc.) des mandats exécutifs communaux ou provinciaux s'exerceront à titre gratuit.

### 4. Plafond de rémunération

Le plafond total des revenus des mandataires (y compris dans une ASBL ou une personne morale, de droit privé ou public, soumise à la législation sur les marchés publics en

raison de leur financement public) ne pourra plus dépasser le montant de l'indemnité parlementaire.

Par ailleurs, le Congrès PS a formellement adopté les propositions du rassemblement participatif du 3 juin dernier, pour plus de transparence de l'action publique. Elles se traduiront par le dépôt de propositions de loi, de décrets ou d'ordonnances dans les différents parlements du pays.

Parmi celles-ci : la déclaration à la Cour des Comptes des mandats publics détenus par un élu ou un non élu, éviter les conflits d'intérêts entre mandats publics et privés, parité hommes/femmes dans les gouvernements et collèges provinciaux et communaux, publication des listes de présence aux réunions lorsque le mandat public est rémunéré, création d'un registre des lobbyistes professionnels qui entrent en contact avec les cabinets et les assemblées, etc. ■

## VITE DIT

**16 %** Si les Belges devaient voter aujourd'hui, le PS enregistrerait 16 % selon un sondage commandé par le MR à l'institut Dedicated Research, effectué dans les mêmes conditions que les baromètres politiques traditionnels (La Libre, RTBF). Une chute vertigineuse au profit du PTB qui se voit propulser à la première place

avec 24,9 % d'intentions de vote, soit 19,4 points de pourcentage supplémentaires par rapport aux résultats des élections législatives de 2014. Le second parti wallon, selon le sondage, serait le MR avec 23,2 %, en recul de 2,6 points par rapport au scrutin de 2014. Écolo est crédité de 11,4 % d'intentions de vote, (+3,2 %). Le cdH pointe à 9,8 %

d'intentions de vote, stable sur le dernier trimestre, mais en perte de 4,2 % par rapport à 2014 où le parti 'scorait à 14 %.

### Peraïta exclue

La commission de vigilance du PS bruxellois a décidé samedi soir à l'unanimité de ses membres d'exclure l'ancienne présidente du CPAS bruxellois,

Pascale Peraïta, du Parti socialiste. Ladite commission de vigilance s'était réunie samedi soir afin d'entendre Pascale Peraïta dans le cadre du dossier du Samusocial mais l'intéressée ne s'est pas présentée.